



L'agriculture conventionnelle clouée au pilori

par **CLAUDE BESNARD** (Orne)

Qui plantera le dernier clou sur le cercueil de l'agriculture française ? Il fut un temps, pas si lointain, la France était la grande puissance agricole et agroalimentaire mondiale aux côtés des États-Unis. De deuxième exportateur dans les années 1990, notre pays est passé à la quatrième place, derrière les États-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas, voire à la sixième aujourd'hui, hors produits transformés. À ce rythme, en 2023, selon un rapport du Sénat, la France importera davantage de produits agricoles qu'elle n'en exporte : c'est bien la question de notre souveraineté alimentaire qui est en jeu. La France fait partie des pays qui ont perdu le plus de parts de marchés agricoles depuis 2000.

Les responsables ? Les surtranspositions des règlements de l'Europe. Le degré d'exigences des politiques environnementales imposées par des ONG irresponsables et une opinion publique désinformée par celles-ci et par des médias avides de sensationnel ! Dans une Europe qui avait oublié ce qu'était une famine en temps de paix, l'agriculture intensive est donc devenue un repoussoir condamnable sans appel. Pour plagier Elisabeth II, 2020 est une *Annus horribilis*.

1^{er} clou : le Green deal agricole de la commission européenne présidée par Ursula von der Leyen. Une politique de décroissance agricole clairement annoncée. Les grandes lignes évoquées ne sont guère rassurantes : moins de phytosanitaires, moins d'engrais chimiques, plus de bio. Pourtant, après les échecs en France des plans Ecophyto 1 puis 2, et les bilans controversés des fermes Dephy, on peut se poser des questions sur ces mesures présentées par des idéologues déconnectés de la réalité du terrain.

En fait, les spécialités les plus toxiques ont été supprimées. Puis

les ventes de produits phytosanitaires par les distributeurs ont baissé de 35 % entre 2018 et 2019.

En mai 2020, la Coordination rurale alertait : « La suppression de nombreux produits phytopharmaceutiques place l'ensemble des productions végétales dans une situation très grave et sans précédent. La forte infestation d'insectes que nous subissons en ce moment sur les grandes cultures en est l'une des manifestations (cas des pucerons sur betterave cette année). »

2^e clou : la convention citoyenne pour le climat à la légitimité douteuse, essentiellement composée, côté encadrement, de personnalités au passé écologiste et d'experts soigneusement choisis.

Particularité des citoyens retenus : ne rien connaître du sujet sur lequel ils devront se prononcer. Leurs conclusions : des interdictions et des taxes. En agriculture, les questions de la baisse des rendements, d'autosuffisance alimentaire et du prix des denrées ne sont même pas évoquées... Peu importe comment les ménages paieront. Il faut produire moins, travailler moins, consommer moins mais gagner plus.

3^e clou : cerise sur le gâteau, Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture, a salué et félicité l'action de L214, une association abolitionniste, entrée illégalement dans l'abattoir ovin de Rodez. Cette ONG, dont le but est la suppression de l'élevage, est subventionnée à hauteur de 1 140 000 euros par une société américaine, *Open Philanthropy Project*, qui s'intéresse aux recherches sur la viande artificielle. De quoi rassurer les pourfendeurs habituels de l'agriculture conventionnelle, Fabrice Nicolino et François Veillerette (Génération futures) en tête. Nos petits-enfants pourront admirer le magnifique spectacle des « coquelicots », mais sans doute l'estomac un peu serré...

La convention citoyenne pour le climat était essentiellement composée, côté encadrement, de personnalités au passé écologiste.